Publication de la  société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . .	10 c.	Pour la province et l'étranger :	
Pour Paris :			
Trois mois.	1 fr. 25	Trois mois.	2 fr. 50 c.
Six mois.	2 50	Six mois.	5
Un an.	5 »	Un an.	10

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.
N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

3e Année.— Numéro 2. — 24 Février 1850.

Etat de la lutte entre les Slaves et l'Allemagne.

Le germanisme est à la veille de recueillir les fruits amers de sa politique envers les Slaves ; car, de plus en plus, ceux des Slaves qui s'obstinaient jusqu'à ce jour dans leur antagonisme héroïque contre la Russie, commencent à sentir l'impossibilité absolue de résister désormais à l'Allemagne sans l'appui moscovite. Abandonnés qu'ils sont par l'Europe entière, ils s'adressent, en désespoir de cause, à la Russie, dont ils provoquent l'arbitrage, et qu'ils introduisent ainsi, contre leur gré, au cœur même de l'Allemagne. Le fameux cri : Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor! poussé par les députés polonais au parlement de Berlin, a été pour tous les Slaves le signal d'une politique nouvelle, que les tyrannies des Allemands expliquent au moins, si elles ne la justifient pas.

La Prusse, en décrétant, comme elle vient de le faire, la démolition du grand duché de Pozen, d'une manière si complète, que le nom même de cet État cessera d'exister, et que ses différents districts devront se fondre dans les provinces voisines, la Prusse ne laisse plus à ses sujets polonais de Pozen et de Silésie d'autre moyen pour défendre leurs droits les plus sacrés, ni d'autre chance de salut qu'un bouleversement général de l'Europe orientale, et leur mot d'ordre forcément est et doit être *révolution !* C'est surtout l'Autriche qui, ne voulant pas renoncer à son système de centralisation et d'assujétissement de toutes les nationalités de son empire à la race des Allemands, s'enfonce par là de plus en plus dans des embarras sans fin. Toutes ces diètes provinciales et centrales, qui devaient, aux termes de la charte octroyée, se trouver en pleine activité pour le commencement de l'année 1850, se voient ajournées à une époque inconnue. Sans aucun obstacle apparent qui l'entrave, l'Autriche échoue partout contre une force d'inertie qui l'empêche de se reconstruire.

La résistance passive des Slaves se trouve être pour l'Autriche un poids plus lourd qu'elle ne pensait, un poids qui peu à peu l'entraîne vers l'abîme. « Les Allemands, dit le *Slavenski iug*, s'étonnent de voir ce qu'ils appellent les sauvages slaves (*die Slawischen wildlinge*) réclamer eux aussi leurs droits. Ils nous objectent que nous ne sommes pas mûrs pour la liberté, qu'il nous faut, pour nous développer, la tutelle germanique... Nous répondons que ce sont au contraire les Slaves qui paraissent appelés à prendre cette tutelle sur une partie de la race allemande, au moins en Autriche, car eux seuls ont relevé et peuvent continuer de tenir haut le sceptre de Habsbourg. Mais ils ne le soutiennent qu'à une condition, celle qu'aucun peuple autrichien ne prétende à la prédominance officielle sur les autres. Le Slave ne se soumettra jamais aux prétentions du pangermanisme, qui, mises en œuvre contre lui, ne feront que réveiller dans son âme l'idée du panslavisme, si menaçante pour les Allemands. Ces messieurs veulent leur Allemagne entière : alors pourquoi ne voudrions-nous pas aussi, nous, notre fédération slave intégrale? Chaque nation se sauve comme elle peut de la ruine. »

« L'esprit slave est le seul souffle de vie qui soit resté à l'Autriche. Plus l'Autriche se rapproche de l'Allemagne, plus elle cesse d'être Autriche, et pousse par là les Slaves au panslavisme. Centraliser en Autriche, c'est germaniser; et le germanisme ne sera pas plus accepté par les Slaves que ne l'a été le maghyarisme. Sans doute s'ils suivaient une politique égoïste, les Slaves, au moment de leur triomphe,

auraient créé en Autriche une centralisation : mais elle serait slave et non allemande, c'est-à-dire qu'elle émanerait de la majorité. Cette méthode égoïste de faire peser partout le joug des majorités, cette méthode n'est pas slave. Le Slave ne prétend point soumettre le faible au fort, ni élever sa grandeur sur la ruine des vaincus. Il veut la liberté pour tous. Or, la centralisation en Autriche est inconciliable avec une pareille liberté. Pour avoir voulu nous dénationaliser, les Maghyars ont péri, eux et leur patrie. En s'obstinant à vouloir nous germaniser, le cabinet de Vienne fera périr tout aussi infailliblement l'Autriche. »

Plus heureux que leurs frères de Bohême et de Poznanie, les Slaves hongrois, dans leur lutte contre le germanisme, ont encore une force autre que celles des Russes, à laquelle ils peuvent s'appuyer : c'est la force iugo-slave, dont le centre de gravitation se trouve en Turquie. Or, impuissante à empêcher ses sujets slaves de développer leur nationalité, la Porte ottomane est également trop faible pour les empêcher de s'unir à un moment donné avec leurs frères d'Autriche. L'attraction est réciproque, et s'exerce dans toutes les directions. Au premier conflit militaire qu'amènera la seule question d'Orient vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire la question greco-slave, on verra les Croates et les Serbes de Hongrie déserter en foule vers les nouveaux théâtres de la lutte nationale, en Bosnie, en Serbie, au Montenegro et en Albanie.

Ainsi, dans leur lutte contre le germanisme, les Iugo-Slaves, adossés à la Turquie, ont encore en main des ressources que n'ont plus les Slaves du nord. Pour ces derniers, une Autriche fédérative était donc un objet de première nécessité : car leur nationalité ne sera jamais reconnue ni par les panslavistes russes, ni par les pangermanistes : les uns et les autres traiteront toujours la Pologne et la Bohême comme des provinces soumises ; de là ce mot fameux du ban Ielatchitj : Si l'Autriche n'existait pas, il nous faudrait l'inventer. Formant pour l'Allemagne une sorte de superfétation, l'Autriche offre au contraire pour les Tchekhs une indispensable garantie d'avenir, mais à une condition, celle d'être sincèrement fédérative. En voulant germaniser les Slaves qui forment comme son corps et ses bras, l'Autriche se les aliénera à jamais, et deviendra en même temps qu'eux, avant eux peut-être, la proie de la Russie. En un mot, pour les Slaves le mot d'Autriche est synonyme d'antagonisme à l'Allemagne. C'est à ce titre seulement que les Slaves veulent de l'Autriche, sinon non ! Or l'Autriche travaille en ce moment de toutes ses forces à se faire accepter comme la tête du corps germanique : qu'on juge par là combien les deux partis sont loin de compte, quelles déceptions les attendent, et quelles horribles représailles résulteront pour l'Europe entière de la conduite actuelle des cabinets allemands.

Les Dalmates et les Bosniaques
VIS-A-VIS DE LEURS OPPRESSEURS.

Dans toute l'Europe qu'on appelle civilisée, il n'y a plus en ce moment de guerre nulle part, si ce n'est encore sur un petit point obscur, le Canal ou les bouches de Cataro. Il n'est pas admissible que, sans munitions et sans canons, une population, quelque guerrière qu'elle soit, puisse résister à l'Autriche. Aussi croyons-nous que si elle se concentre dans le Canal, la lutte sera bien vite terminée. Mais le canal de Cataro, par ses relations de chaque jour avec l'Albanie, la Bosnie et le Montenegro, est le point le plus inflammable de toute la Iugo-Slavie. A ce titre, l'expédition autrichienne contre Cataro, malgré le silence profond dont la couvrent les organes officiels, mérite un examen sérieux.

De toutes les contrées soumises à l'Autriche, la Dalmatie avait été jusqu'à ce jour la moins centralisée. En vertu de leurs privilèges traditionnels, les Dalmates étaient exempts de la conscription militaire, ils payaient proportionnellement peu d'impôts, et leurs communes s'administraient à peu près sans contrôle. Ces franchises n'étaient du reste qu'une bien faible compensation aux dommages immenses que leur cause incessamment l'occupation autrichienne de leur littoral, séparé par une ligne de douanes de l'intérieur du pays, qui, sous le nom d'Hertsegovine, fait partie de la Turquie. Néanmoins ces privilèges ont semblé exorbitants au cabinet de Vienne ; et l'on a résolu d'établir en Dalmatie une foule d'impôts nouveaux, dont le résultat ne pourra être que d'achever de ruiner encore plus profondément ce pays déjà si dévasté.

Le seul fait de l'exemption d'impôt, assurée aux bouches du Cataro par la république de Venise, avait suffi, en 1848, pour jeter les Slaves de cette côte dans l'insurrection contre l'Autriche et pour leur faire contracter une alliance intime avec les Vénitiens. Loin d'être poussée par cette considération à alléger les impôts des Dalmates, l'Autriche, au contraire, s'en est autorisée pour les aggraver encore : de là le refus de payer, et la révolte. Chargé de les réduire par le blocus, le général Mamula s'est embarqué à Trieste avec plusieurs bâtiments de guerre munis de bombes et de fusées à la congrève, et portant 6,000 hommes de débarquement. Mais ce chiffre, jugé bien vite insuffisant, vient d'être triplé, et l'on attend le résultat de l'attaque. Les districts insurgés de Pastrovitj, Grablie et Krivochtche sont sans doute insignifiants ; mais, à travers toute la Dalmatie, ils ont des confédérés dans les Morlaks, tribus de pâtres des montagnes, dont l'irritation est aussi extrême que la misère.

Préparés d'ailleurs à un échec, les insurgés ont transporté au Montenegro leurs femmes, leurs enfants et leurs troupeaux, qui sont leur unique bien ; et ils paraissent disposés à évacuer le pays plutôt que d'accepter la centralisation autrichienne. La retraite d'ailleurs leur est facile ; les champs d'asile ne manquent pas autour d'eux. L'Albanie est couverte de clans libres. Dans l'Hertsegovine, plusieurs *berda* ou montagnes, touchant à Cataro, sont affranchis même de la Turquie. Ainsi les Morlaks, chassés de leurs foyers par l'Autriche, pourraient bien les quitter sans trop de regret, pour y revenir ensuite en brigands et rendre toute administration régulière impossible en Dalmatie. Pour parer un tel coup, l'Autriche n'a qu'un moyen, c'est d'entrer elle-même en conquérante dans tous ces districts libres d'Albanie

et d'Hertsegovine. Mais alors ce n'est pas vingt mille hommes, c'est soixante mille qu'il faudra risquer au milieu de ces gorges, derniers sanctuaires de l'indépendance des Iugo-Slaves. Et dans ce cas, la Turquie, l'Angleterre, la Russie même, resteront-elles spectatrices passives? Il ne serait donc pas impossible que cette expédition de Cataro, enveloppée par l'Autriche de tant de mystère, couvât une nouvelle tempête européenne.

Pendant que les Dalmates persistent si résolument dans leur refus de l'impôt, les Bosniaques tant musulmans que chrétiens, auxquels la Porte n'a fait aucune des concessions nécessaires, s'obstinent aussi de leur côté dans le même refus vis-à-vis de leurs maîtres ottomans. Les *serbske novine* de Belgrad sont pleines de faits qui constatent que le visir Tahir à Travnik reçoit de Stanbol de perpétuels renforts; et qu'une nouvelle lutte devient inévitable. La Bosnie est en Turquie sous plus d'un rapport ce qu'est en Autriche la Dalmatie. En outre ces deux contrées géographiquement comme nationalement ne forment qu'un seul et unique corps. Même langue, mêmes mœurs, même histoire, même religion grecque, avec une minorité latine en Bosnie comme en Dalmatie, telles sont les causes permanentes d'attraction entre les deux pays. « L'émancipation de la Bosnie, écrivaient déjà en 1848 les *Slawischen central-blætter*, est à Raguse et chez tous les Dalmates la pensée dominante. Car de cette émancipation dépend l'existence matérielle des Dalmates, qui, sans cette émancipation de leurs voisins, resteront à jamais un peuple de mendiants. Même les Dalmates italienisés, même les ouvriers allemands des ports, sentent la néessité de cette émancipation, pour pouvoir se livrer, chacun à son industrie, avec quelque chance de succès. »

Ce qui était vrai pour les Iugo-Slaves en 1848, n'a pas cessé de l'être en 1850. On peut donc supposer que la petite expédition du canal de Cataro ne sera que le prélude d'une campagne bien plus vaste contre les peuplades libres qui entourent le canal. Mais la Russie qui a tant d'intérêt à maintenir, même au prix de l'anarchie, la nationalité de ces contrées, les laissera-t-elle subjuguer? Il est permis d'en douter. Or, soutenus par l'argent russe, et les inaccessibles boulevards de leurs montagnes, la Bosnie et la Montenegro peuvent devenir une Circassie pour l'Autriche, qui, selon toute apparence, se repentirait bien vite d'avoir hasardé ses armes dans ces formidables repaires.

L'éducation publique en Russie.

En publiant cinq lettres inédites de M. de Maistre au comte Rasumovski, le journal l'*Univers*, il y a quelques semaines, traçait un tableau curieux de l'état de l'éducation publique en Russie. Nous en citerons quelques extraits, sans en prendre nullement la responsabilité.

« Le système d'éducation adopté par le gouvernement russe, peut maintenant être jugé. Il a porté ses fruits... L'empereur Nicolas a modifié, réformé, corrigé l'instruction publique, et voulu lui donner une organisation nouvelle. Cette importante et difficile entreprise a été confiée par lui à un des hommes les plus distingués de son empire, M. Ouwaroff, dont la réputation littéraire s'est étendue jusqu'en France... M. Ouwaroff a annoncé qu'il donnait pour base à l'enseignement trois principes : l'orthodoxie, l'autocratie et la nationalité. L'orthodoxie devait préserver de toute atteinte l'autorité de l'Église russe; l'autocratie devait combattre et réprimer toute espèce de tendances libérales; la nationalité devait empêcher la contagion de la civilisation européenne.

« Pour mieux assurer le succès de son œuvre, M. Ouwaroff établit un monopole universitaire auprès duquel le monopole de France pourrait presque ressembler à la liberté. Il détruisit, sauf quelques insignifiantes exceptions, toutes les maisons d'éducation qui ne relevaient pas directement du ministère; il étendit les exigences de ses examens et de ses diplômes, ainsi que sa surveillance, jusque sur les précepteurs appelés dans le sein des familles.

« Il n'y eut pas de résistance; tout marcha comme on le voulait; dans ces dernières années encore, M. Ouwaroff se félicitait hautement du succès complet de ses efforts, et disait, dans un rapport officiel, qu'il n'y avait plus qu'à maintenir ce qui avait été si heureusement mené à bonne fin. Cette prospérité ne fut pas de longue durée. Tout à coup nous apprenons qu'une des six universités russes est supprimée, qu'il est question de supprimer toutes les autres, d'interdire toute espèce d'éducation scientifique et libérale, de ne plus tolérer dans l'empire que les corps de cadets; et M. Ouwaroff est lui-même en disgrâce!

« Que s'est-il donc passé? En Russie comme en France, on avait voulu créer le monopole au profit de l'État; on avait voulu l'omnipotence de l'Etat sur l'éducation, aussi bien que sur la conscience et sur la pensée; on a marché, plein de confiance et d'orgueil, dans cette voie, et un jour enfin on s'est aperçu que l'on travaillait — au profit du socialisme.

« La découverte fut amère, mais cependant il eût été facile de la faire plus tôt. Lors de l'organisation nouvelle de l'instruction publique, on s'était d'abord trouvé dans la nécessité de former des professeurs; la Russie n'en possédait point et n'en faisait point. On prit la fleur des diverses universités, les jeunes gens qui avaient le mieux réussi dans leurs études et qui annonçaient le plus de talent; et on décida qu'ils iraient hors du pays demander aux universités étrangères les connaissances qui leur manquaient encore. Mais il fallait éviter qu'ils ne prissent à l'étranger deux sortes d'idées également redoutées, les idées constitutionnelles et les idées catholiques; on chercha un pays qui fût à l'abri de ce double danger. La Prusse, alors, jouissait d'un gouvernement protestant et absolu. L'Université de Berlin fut donc choisie, et on envoya les futurs professeurs de la jeunesse russe à l'école de Hegel et de ses disciples. Presque tous y adoptèrent les principes de cette philosophie menteuse qui porte dans ses flancs la ruine de toute religion et de toute société. Ils étaient partis Russes et chrétiens, ils revinrent Allemands et rationalistes.

« Voilà donc à quoi aboutit l'œuvre de Pierre et de Catherine, poursuivie avec tant de persévérance par leurs successeurs! La philosophie anti-religieuse a fait son chemin et touché le but aussi rapidement sous la surveillance des gouvernements absolus qu'avec la complicité des gouvernements libres; dans le même espace de temps elle a vaincu les uns et les autres.

« Maintenant le péril est évident. Il faut y pourvoir, et il est bien tard. Il faut fermer les écoles, renoncer aux études, aux lettres, aux sciences, à la civilisation, non-seulement à celle que l'on espérait conquérir, mais encore à celle où l'on pouvait naturellement prétendre...

« Et si des lois de Dieu nous passons aux lois humaines... ne voit-on pas que c'est dans les rangs des salariés de l'État, élevés par l'Etat, que le socialisme recrute ses plus ardents adeptes, qui sont devenus à tous les degrés de la hiérarchie administrative comme autant de gardes avancées de la démagogie.

« Ce qu'il y a de certain, c'est que, malgré la fière conte-

nance que l'on observe en face de l'Europe, l'angoisse est au fond de tous les esprits sérieux. Une grande inquiétude s'est répandue partout au sujet de la propriété territoriale. Quelques-uns l'attribuent à la création récente du ministère des domaines, conception de M. Kisseleff, qui a tenté l'ambition du souverain en lui faisant entrevoir l'époque où le sol tout entier appartiendrait à la couronne, au moyen d'une combinaison à laquelle le servage des paysans apporte de grandes facilités. Mais indépendamment de cette création, dont le but s'est manifesté par des actes très-propres, en effet, à exciter de grandes alarmes, la situation générale de l'empire suffit à effrayer les esprits prévoyants. On sait ce qu'il y a de vicieux dans les rapports des propriétaires fonciers avec les cultivateurs. Cette question immense, question vitale pour la Russie, exige impérieusement une solution.

« Pour empêcher cette solution nécessaire, mais scabreuse, aujourd'hui que le rationalisme a fait de si grands progrès et irrité tant d'ambitions, on voudrait lui substituer une solution qui ne profiterait qu'à l'omnipotence de l'État, qui porterait à la propriété les plus redoutables atteintes et qui assurerait pour longtemps, du moins on l'espère, le maintien de l'arbitraire, en le transportant en d'autres mains. Voilà précisément le socialisme. Car qui peut se le dissimuler? l'omnipotence de l'Etat sur les individus, sur la pensée, sur la conscience, sur la justice, sur les droits les plus sacrés, sur la propriété, sur la famille, sur la religion, — c'est le socialisme. Déjà, en Russie, la moitié de la propriété foncière est entre les mains de l'Etat; c'est trop. Quand il l'aura tout entière, le triomphe dusocialisme sera assuré. »

NOUVELLES.

TURQUIE.

Le tsar se décide enfin à retirer ses troupes des bords du Danube: c'est le 20 février que le mouvement de retraite sur Kiiov a dû commencer. Il ne restera en Moldo-Valachie que 10,000 hommes avec 30 pièces de campagne.

— On parle beaucoup à Pera de diverses tentatives d'assassinat contre Kossuth, Bem et Dembinski. Les autorités turques ont saisi les individus compromis dans ces complots, et l'on attend avec impatience le résultat de l'instruction.

— Les légations d'Autriche et de Russie font tous leurs efforts pour persuader à la Porte qu'elle n'a plus aucune attaque à craindre du dehors. Mais la Porte n'en croit rien, et poursuit ses armements.

GRÈCE.

Le blocus de la Grèce par la flotte anglaise continue. Pour peu qu'il dure encore quelques semaines, c'est la mort par la faim qui viendra atteindre les populations des Cyclades, dont les habitants sur leurs arides rochers n'ont que la mer pour unique moyen d'existence.

— En attendant, la jeunesse hellène court aux armes dans tout le royaume. Grivas, nommé commandant de l'Attique, exalte ses vieux palikars, qui jurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. La propagande russe promet aux Grecs des merveilles: elle leur fait croire que la cour de Russie a résolu d'agrandir leur état, de manière à en former une puissance maritime capable de contrebalancer l'influence britannique dans la Méditerranée.

POLOGNE.

Le ministère et la chambre de Prusse poursuivent leurs mesures draconiennes contre les Polonais. Non contents de decréter l'incorporation du grand-duché de Pozen à l'Allemagne, ils ont décidé en outre que la Poznanie cesserait de former une province, et qu'elle serait fondue et répartie dans les provinces qui l'entourent.

— Le parlement d'Erfurt est décidément convoqué pour le 20 mars prochain. A titre de province allemande, la Poznanie a reçu ordre d'élire et d'envoyer ses représentants à la diète d'Erfurt. « Nous devons nous y rendre, s'écrie à ce sujet la *Gazeta Polska*, organe des patriotes poznaniens, pour protester en toute occasion, à la face des Allemands et de l'Europe, en faveur de la nationalité polonaise, que n'effacera jamais aucun machiavélisme, soit ministériel, soit parlementaire. Partout où une oreille humaine est en état de nous entendre, nous devons crier que nous sommes et que nous resterons un peuple; et que nous en appelons à l'avenir contre toute violation ancienne et nouvelle de nos droits comme nation. Nos députés à la diète d'Allemagne n'auront donc, depuis le commencement jusqu'à la fin, rien autre chose à faire qu'à protester incessamment contre l'attentat dont nous sommes les victimes; sans jamais se permettre de donner leur vote pour une question purement allemande, ils ne se considéreront à Erfurt que comme les défenseurs diplomatiques de leur patrie au milieu d'étrangers. »

AUTRICHE.

Malgré ses tendances si profondément germaniques, le cabinet autrichien ne réussit que bien lentement à se concilier l'Allemagne. Cette fameuse union douanière avec les états du midi, dont toutes les ambassades impériales avaient reçu communication, se trouve remise en question par le tarif obstinément *protectioniste* de l'Autriche, qui, pour mieux favoriser ses nationaux, prétend maintenir ses droits d'entrée contre les importations de la Bavière et des autres états de l'ouest, auxquels elle n'accorde qu'un privilége illusoire d'exportation, qui est au fond dans son propre intérêt.

— L'implantation violente de l'allemand comme langue officielle continue dans tous les *kronlands* autrichiens; et comme on peut bien s'y attendre, cette mesure pousse de plus en plus vers une opposition extrême tout ce qu'il y a dans l'empire de patriotes non-allemands. Pour les réduire au silence, on ne connaît d'autre moyen que les tribunaux militaires, dont les arrêts continuent de terroriser les populations.

— Le motif que donne la bureaucratie teutonique à ses répugnances de se servir des langues slaves en pays slave, c'est que ces langues sont trop pauvres en expressions administratives. Le *Slavenski-iug*, relevant ce fait, le rétorque contre la langue allemande, dont il constate également sous ce rapport l'indigence extrême; au point que toutes les expressions les plus usuelles des transactions commerciales y sont empruntées au français. *Bureau, poste, malle-poste, extra-poste, contrôle, taxe, tarif, escompte, bagage, transport, estafette, paquet, correspondance, expédition, courrier, poste restante, direction, rayon, distance, route, chaussée, station, diligence, conducteur, postillon*, etc. Voilà un échantillon des richesses de la langue allemande.

— La *surka* est désormais interdite comme habit d'uniforme aux employés illyriens et croates, non moins que l'*attila* aux employés maghyars. Aux uns et aux autres on vient d'imposer, au lieu de la tunique nationale, le frac allemand. « Ainsi, s'écrie à ce sujet le *Slavenski iug*, ce que les plus fanatiques maghyaromanes, ce que l'absolutisme même de Metternich nous avait laissé, un ministère responsable et constitutionnel prétend aujourd'hui nous en dépouiller, et il s'imagine que nous n'opposerons à ses plans aucune résistance... Il verra un jour combien il s'est trompé. »

— L'institution du jury, improvisée en Croatie, a commencé à fonctionner pour la première fois le 6 février dernier pour juger un procès politique fait au *Slavenski iug*, pour tendances qualifiées de *révolutionnaires*. L'Hôtel-de-Ville d'Agram, où s'instruisait le procès, était encombré de spectateurs. Mais au moment d'appliquer la loi, l'un des douze jurés, M. Stolnekovitj, a déclaré cette loi incompétente, comme émanant de la simple volonté du ban Ielatchitj, et n'ayant point été ratifiée par la diete nationale. Puis il a quitté brusquement le tribunal qui, n'ayant plus le nombre fixé de jurés, a du se dissoudre aussitôt.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre. — Imp. PILLOY frères et Ce, boulevard Pigale, 48.